



Le diplomate français parle de coopération décentralisée avec le Ministre Siméon Sawadogo

Page 10

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°329 du mercredi 15 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 16.

Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Programme national de construction de logement (PNCL) : Faciliter l'accès à un logement décent

Page 6



Premières journées parlementaires du groupe burkindlim à Bogandé : Les députés plaident pour la tenue d'un forum national sur la sécurité

Page 4

Identification du nouveau programme Recherche et Innovation Intra-ACP de la DG DEVCO : Mme Paola Cervo visite le campus IRD-Cirad

Page 2



Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



RECHERCHE

Identification du nouveau programme Recherche et Innovation Intra-ACP de la DG DEVCO : Mme Paola Cervo visite le campus IRD-Cirad

Région du Centre



« La recherche coûte chère et de plus en plus elle nourrit.

Le jeudi 9 mars 2017, Mme Paola Cervo, chargée de programme recherche à la DG DEVCO (direction générale du développement et de la coopération) de l'Union Européenne a visité le campus IRD-Cirad à Ouagadougou. Son séjour au Burkina Faso s'inscrit dans le cadre de l'identification du nouveau programme Recherche et Innovation Intra-ACP de la DG DEVCO. Elle a été reçue par M. Jean-Marc Leblanc, en présence de M. Pierre Montagne et Karine Mouline.

Cette visite était l'occasion de réunir les partenaires sur un comité de suivi des partenaires techniques et financiers qui vont essayer de faire face autour des objectifs du PNDES. Elle entre dans le cadre de la présentation des activités menées par l'IRD-Cirad et la DG DEVCO. Elle a également permis de rencontrer les chercheurs et d'en savoir plus sur leurs recherches et leurs retombées. La rencontre a débuté le jeudi 9 mars dans l'après dans la salle de réunion de l'IRD.

Mme Paola était accompagnée d'une délégation composée de

chargés de programmes de la délégation de l'UE à Ouagadougou guidé par Andréa LEONE, chef d'Equipe en charge du suivi des programmes liés à l'enseignement supérieur et à la recherche. Ils ont pu assister d'abord à la présentation d'une dizaine de programmes de recherche par les chercheurs et des doctorants dans le domaine de l'agriculture, de la santé, de l'environnement, des sociétés, de la sécurité alimentaire, etc. avant d'avoir des échanges visant à mieux connaître le programme DEVCO. A ces échanges il faut noter la présence

La suite à la page 3.



RECHERCHE

La suite de la page 2.

du directeur de l'Agence National de la Valorisation de la Recherche (ANVAR) qui a pu ainsi prendre connaissance des thèmes majeurs développés sur le campus de l'IRD-Cirad.

Pour Mme Andréa Cervo, cette visite à l'IRD entre dans le cadre d'une visite plus générale à Ouagadougou dans le but de rencontrer les parties prenantes du système de la recherche et de l'innovation au Burkina pour échanger sur les tendances, les besoins, les priorités des différents acteurs universitaires ou internationaux comme l'IRD dans le domaine de la recherche et de l'innovation

La délégation a ensuite quitté la salle de réunion pour une visite des différentes composantes du campus. Là, c'est Mme Traoré Mariam qui a fait une brève présentation des appuis IST : communication, animation, médiathèque.

Quant au Représentant de l'IRD au Burkina, Monsieur Jean-Marc LEBLANC, l'IRD-Cirad se veut être une maison de science. Pour lui, c'est un lieu qui veut accompagner les jeunes scientifiques dans leurs métiers ou dans leur découverte du métier de la recherche et à ce titre, il souhaite que les bailleurs de fonds dont l'Union Européenne connaissent les potentialités des centres comme l'IRD de sorte à ce qu'ils puissent organiser des formations, des appuis spécifiques pour que les projets scientifiques financés à l'extérieur irriguent plus la communauté scientifique du Burkina.



Les participants ont eu vent des différentes recherches des projets Internationaux » dit le Représentant de l'IRD au Burkina Monsieur Jean-Marc LEBLANC.



Mme Paola Cervo, chargée de programme recherche à la DG DEVCO

Une photo de famille et un rafraîchissement offerts aux participants ont mis fin à cette visite.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI.



ACTU RÉGION

Premières journées parlementaires du groupe burkindlim à Bogandé : Les députés plaident pour la tenue d'un forum national sur la sécurité

Région de l'Est

Les élus du groupe Burkindlim se sont retrouvés les 03 et 04 mars 2017 à Bogandé dans la Gnagna, pour leurs premières journées parlementaires de l'année 2017. Pendant deux jours, ils ont mené la réflexion sur l'analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso : défis et perspectives. Au sortir de cette séance de travail, les élus ont fait une recommandation sur la nécessité de tenir un forum national sur la sécurité.

C'est la recommandation principale qui ressort des deux jours de travaux à l'occasion de leurs premières journées parlementaires tenues à Bogandé. Pendant deux jours, les élus du groupe Burkindlim ont eu droit à une communication sur le thème faite par le magistrat colonel à la retraite Jean Pierre BAYALA. Pour Issa BARRY, président du groupe parlementaire, le choix de Bogandé et du thème ne sont pas fortuits. » Bogandé a été pendant longtemps laissé dans l'insécurité. Nous savons tous que la sécurité

et le développement sont deux notions inséparables. Il n'y a pas de développement sans sécurité et vice versa » a dit le président BARRY. Pour le communicateur



Issa BARRY.

BAYALA, l'ensemble des défis liés à la sécurité et les pistes de solutions ont été abordé dans son exposé. Il ressort de son exposé que les populations vulnérables sont les plus exposées au réseau terroriste et aux recruteurs

djihadistes. Il reste maintenant aux décideurs d'en faire un bon usage.

Une réforme doit être faite au sein de l'armée si on venir à bout de l'insécurité au Burkina Faso

Du forum sur la sécurité, » nous disons qu'il faut carrément reformer tout l'appareil étatique et qui parle de la réforme de l'Etat parle aussi de la réforme de tout le système sécuritaire. Nous sommes contents de faire cet appel car nous avons conscience que la sécurité et le développement vont de pair » a ajouté le président Issa BARRY.

La cérémonie d'ouverture intervenue le 03 mars a connu la présence des représentants des groupes parlementaires du MPP, de l'UPC, du CDP, du PJRN et le ministre en charge du transport. Les députés du groupe parlementaire Burkindlim se sont donnés rendez-vous à Bobo-Dioulasso pour leurs prochaines journées parlementaires de l'année.

DIALLO Issaka Souleymane pour SCI



OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC BOBO DANS LES MEILLEURES CONDITIONS



ANNONCE



Former une ressource humaine performante



- **BTS / DTS**
- **LICENCE**
- **MASTER**

Fixe : +226 25 45 73 07 / 25 36 38 81
Cell. : +226 76 01 17 87
infoedu@ismtburkina.com

www.ismtburkina.com



Programme national de construction de logement (PNCL) : Faciliter l'accès à un logement décent

Région du Centre



Le présidium.

Le ministre de l'urbanisme et de l'habitat Maurice Dieudonné Bonanet a procédé à l'ouverture de l'atelier national de validation du Programme national de construction de logement (PNCL), le Jeudi 23 février 2017 à Ouagadougou. Les participants à cet atelier composés principalement des maires et des acteurs qui interviennent dans le domaine de logement, doivent contribuer pour rendre plus efficace le PNCL.

L'objectif global du Programme national de construction de logement (PNCL), est de produire des logements à travers la mise en place d'un mécanisme d'accès

aux logements pour toutes les catégories socioprofessionnelles. Le PNCL est formé de deux principales composantes. La première composante concerne l'amélioration du cadre réglementaire et institutionnel. Elle vise à améliorer le cadre législatif et réglementaire qui régit le secteur par l'élaboration de nouveaux textes ou la relecture des textes existant afin d'améliorer l'environnement de mise en œuvre du PNCL. La deuxième composante porte sur l'assistance des ménages aux revenus faibles. Elle vise la construction de 5 000 logements dans les grandes villes. Cette composante se décline en trois actions à savoir la promotion de la construction du logement

locatif privé, l'assistance à l'auto construction et la promotion des coopératives d'habitat.

Après la validation, la mise en œuvre du programme national de construction de logement couvrira de façon rationnelle tout le territoire en respectant la hiérarchisation des villes. Il s'agit des deux principales villes du pays, les onze autres chefs-lieux de région, les trente-six chefs-lieux de province et autres communes urbaines et les trois cent deux communes rurales.

Selon le ministre de l'Urbanisme et de l'habitat, le taux d'urbanisation au Burkina Faso est passé de 2,4% en 1950 à 26,1% en 2010 et ce

La suite à la page 7.



ACTU RÉGION

La suite de la page 6.



Les participants.

taux atteindra 27,8% en 2020. Ces chiffres montrent clairement que le Burkina Faso fait face à un problème d'urbanisation accéléré. Au regard de ce phénomène, Maurice Dieudonné Bonanet estime qu'il y a un lien entre urbanisation et la problématique de logement. Pour lui, le déficit de logement décent est marqué par le développement sans précédent des quartiers d'habitat spontané encore appelé non lotis. Or ces zones, à en croire le ministre sont pour la plupart des lieux de pauvreté et de toutes les privations par l'absence de services minimum indispensables à une vie décente.

C'est pour résoudre le problème lié à l'accès aux logements décents que le ministère de l'Urbanisme et de l'habitat a élaboré le Plan national de construction de logement.

La mise en œuvre de ce programme doit permettre la construction de 40 000 logements sur toute



Le ministre de l'urbanisme et de l'habitat Maurice Dieudonné Bonanet.

l'étendue du territoire national. Comme défis, le Programme national de construction de logement doit favoriser la mise en place d'un mécanisme pérenne de production de logements décents accessibles à la majorité

de la population dont les revenus sont faibles face à des coûts de production de plus en plus élevés.

Bernard HIEN pour SC Info



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le SG de Force Ouvrière France : «Le PNDES est une initiative importante que nous soutenons»

Région du Centre



Photo de famille.

Le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, a reçu en audience le vendredi 10 Mars le secrétaire général du syndicat Force ouvrière de France. Monsieur Jean Claude Maily a exprimé son soutien et celui du gouvernement de son pays au Plan National Economique et Social (PNDES).

En séjour au Burkina Faso pour une séance de travail avec l'Organisation nationale des Syndicats libres (ONSL), le secrétaire général de Force ouvrière France, Jean Claude Maily, a échangé avec le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, dans la matinée du vendredi 10 mars 2017, à Ouagadougou. « J'ai tenu à dire au chef du gouvernement que le Plan national de

développement économique et social (PNDES) est une initiative importante que nous soutenons. Je salue l'esprit de dialogue dans lequel ce plan a été mis en place », a déclaré, Jean Claude Maily, à sa sortie d'audience.

Il s'est réjoui également de la mise en place du Haut conseil pour le dialogue social qui, à son avis, favorisera l'ancrage de l'esprit de concertation au « pays des Hommes intègres ». « Nos discussions avec le Premier ministre ont montré à quel point le gouvernement a la volonté d'accroître les investissements dans la culture, l'éducation et les infrastructures, des secteurs indispensables pour le développement du Burkina Faso » a indiqué le SG de Force

ouvrière France. M. Maily a soutenu avoir rencontré également différents acteurs du monde du travail, notamment les syndicats et le ministre en charge de la fonction publique.

Force ouvrière France entretient des relations de « solidarité et de fraternité » avec l'ONSL depuis 1969. Dans ce partenariat, l'accent est particulièrement mis sur les questions liées à la formation des membres.



Fada N'Gourma : l'atelier de formation des Forces de Défense et de sécurité referme ses portes

Région du Centre



Les participants.

Du 09 au 11 Mars 2017, **Policiers et Gendarmes de la Région de l'Est ont bénéficié une formation sur la communication et les relations publiques. Cette formation s'est déroulée dans la salle de réunion de la Direction Régionale des Infrastructures de la Région de l'Est à Fada N'gourma.**

Trois jours durant, les participants ont été sensibilisés sur l'importance de la communication. Ils ont

bénéficié de quelques notions de base d'une bonne communication un guide de communication. Ce qui leur permettra :

- d'améliorer l'usage de la communication au quotidien avec les populations ;
- améliorer la collaboration entre les agents des forces de l'ordre et les populations sur le terrain grâce à des outils de communication;

Pour les participants, cette formation initiée par le Ministère de la Sécurité est salutaire non seulement du point de vu de ses objectifs, mais aussi, parce qu'elle

est une occasion de rapprochement et de communion entre Forces de Défense et de Sécurité. Ils souhaitent que cette formation s'étende au niveau hiérarchique. La formation a été assurée par Monsieur Ouédraogo Idrissa, conseiller en communication et directeur d'agence.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle/ Sécurité



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Le diplomate français parle de coopération décentralisée avec le Ministre Siméon Sawadogo

Région du Centre



Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Siméon Sawadogo en audience avec l'Ambassadeur de France au Burkina Faso, S.E.M Xavier Lapeyre de Cabanes.

Le **Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Siméon Sawadogo, a reçu en audience le vendredi 10 mars 2017, l'Ambassadeur de France au Burkina Faso, S.E.M Xavier Lapeyre de Cabanes. Les deux hommes ont passé en revue la coopération décentralisée entre les deux pays.**

A sa sortie d'audience, le diplomate français a déclaré être venu féliciter le Ministre Siméon Sawadogo pour sa nomination, et

échanger avec lui sur les domaines de coopération entre le Burkina Faso et la France. « Les Collectivités Territoriales ont été installées, donc nous pouvons redynamiser la coopération décentralisée. Il y a des villes françaises qui sont très intéressées et des missions ont séjourné au Burkina Faso pour voir comment repartir sur de nouvelles bases de coopération. Nous avons par exemple le projet d'assise de la coopération décentralisée. Avec Monsieur le Ministre, nous avons également discuté d'autres sujets communs sur les projets du Burkina Faso dans les domaines de compétences du Ministre.

On a parlé aussi des projets de coopération sur l'état civil et tout ce que la France peut apporter comme expertise dans le domaine que le gouvernement burkinabè décidera de reformer », a indiqué Xavier Lapeyre de Cabanes. Le Ministre Siméon Sawadogo dit avoir noté avec satisfaction, la disponibilité de la France à pouvoir accompagner le gouvernement Burkinabè dans les domaines qui relèvent de son département.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATD

Magazine Sciences-Campus info 02 BP 5805 Ouagadougou 02

Tél : +226 25 37 36 39/ +226 76609721 /Boulevard des Tensoaba après le Laboratoire National de Santé Publique à 500 m du SIAO/ www.sciences-campus.info /E-mail : contact@sciences-campus.info



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Visite d'amitié et de travail à son homologue burkinabè des Transports

Région du Centre



Le ministre des Transports ivoirien a effectué une visite d'amitié et de travail à son homologue burkinabè des Transports.

Le ministre des Transports ivoirien a effectué une visite d'amitié et de travail à son homologue burkinabè des Transports, de la mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière, ce lundi 13 mars 2017, à Ouagadougou. Une visite qui s'inscrit dans la dynamique de modernisation de l'infrastructure de transports de base, notamment le chemin de fer et les routes.

Pendant deux jours, les techniciens et partenaires sociaux en charges des transports des deux pays se pencheront sur le programme de réhabilitation intégrale du

chemin de fer Abidjan-Kaya, la fluidité des transports et la sécurité routière le long du corridor Abidjan-Ouagadougou et la question du renforcement de la coopération aéronautique. La présence au Burkina Faso du ministre des transports de la République sœur de Côte d'Ivoire se justifie par la volonté et l'engagement des autorités deux pays d'échanger régulièrement sur les politiques publiques en matière de transports mais également sur les enjeux de la croissance économique et le bien-être de leurs populations. Pour, Souleymane Soulama, ministre burkinabè en charge des

transports, c'est à travers une synergie d'actions concomitantes que les deux pays parviendront à un rayonnement du secteur des transports. Partant de ces travaux, ils aboutiront un véritable outil d'intégration qui servira de levier économique pour les deux (2) peuples à jamais liés par la géographie, l'histoire et la culture. Pour lui, ces échanges devront apporter des réponses aux attentes des usagers et en anticipation aux besoins futurs des différents opérateurs économiques. Souleymane Soulama précise qu'avec la Banque mondiale, les deux (2) gouvernements ont engagés des réformes dans le

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.



Photo de famille.

secteur des transports afin de créer des conditions optimales d'un développement économique et d'une intégration sous régionale.

Au sujet de la réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya, le ministre Soulama indique que cette visite d'amitié et de travail vise à parvenir à la définition d'une stratégie commune pour la levée de toutes les conditionnalités à l'entrée en vigueur de la convention de concession révisée. Il relève que cette levée des conditions de suspensives aura pour conséquence le démarrage des travaux de réhabilitation qui coûteront 262 milliards de FCFA à la charge du groupe Bolloré, une entreprise que les deux pays ont retenu pour la réhabilitation

intégrale des travaux du chemin de fer Abidjan-Kaya, dans leurs cycles de négociation en octobre 2016.

Au cours de la cérémonie d'ouverture des travaux, le ministre ivoirien des transports, Amadou Koné a dans son allocution exprime au nom de sa délégation, toute sa gratitude et sa satisfaction pour l'accueil chaleureux que son homologue burkinabè les a réservé. Il a souligné que c'est un réel plaisir pour eux, d'être en terre burkinabè pour réfléchir sur les questions de transports. Il rendu hommage aux deux (2) chefs d'Etats, son Excellence Roch Marc Christian Kaboré et Alassane Ouattara, pour leur engagement et leur détermination sans relâche au renforcement des liens entre les peuples frères, du Burkina

Faso et de la Côte d'Ivoire. Pour Amadou Koné, cette visite se matérialise au plus haut niveau par la volonté des deux chefs d'Etats d'appuyer constamment le traité d'Amitié et de Coopération existant entre les deux Etats et le gouvernement ivoirien est entièrement disposé à apporter toute sa contribution et à tout mettre en œuvre pour la réalisation effective de ces différents projets. Amadou Koné souhaite repartir à l'issue de cette visite d'amitié et de travail, avec des conclusions conséquentes qui puissent relever le défi d'une mission réussie.

Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM)



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Mort de Salif Badini: les syndicats de l'Éducation décrètent une journée de deuil

Région du centre



Le ministre en charge de l'étudiant Jean-Martin COULIBALY.

A l'appel des 16 syndicats de l'Éducation, une journée de deuil a été observée par les acteurs de l'Éducation le vendredi 10 Mars 2017 à travers le pays. A Ouagadougou, une marche et un sit-in devant l'immeuble de l'Éducation ont été les temps forts de la journée.

Partis du Centre d'Éducation Ouvrière, une banderole noire devant et portant des brassards noirs, signes du deuil qui les frappe, les marcheurs une fois devant l'immeuble de l'Éducation tiendront leur sit-in en occupant les

lieux et la voie publique attenante. Informé de leur présence, le ministre Jean-Martin COULIBALY est sorti pour les rencontrer et a reçu le message à lui adressé. Le message de la coordination des syndicats de l'éducation a été livré par Anatole Zongo, SG du SNESS. Dans ce message ferme, les syndicats dénoncent le ciblage des enseignants, condamnent l'assassinat odieux, lâche et barbare de Salif Badini, déplore son inhumation dans l'anonymat, et invite enfin le gouvernement à prendre toutes les dispositions sécuritaires pour assurer la protection des travailleurs de l'éducation. Le ministre COULIBALY, s'est

réjoui de la démarche fort louable. En sa qualité de ministre en charge de l'Éducation, il dit être affecté, touché, révolté et en colère de suite de ce drame. L'assistance a aussi été informée que la décision d'inhumer la victime a été prise par sa famille.

Dans son intervention, le ministre a tenu à informer les uns et les autres des dispositions nouvelles prises par le gouvernement pour sécuriser la partie Nord et a terminé son propos en invitant chacun à s'impliquer dans la lutte contre le terrorisme pour un retour rapide de la quiétude.

DCPM/MENA



La cour d'appel

Région du centre



La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce, et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Il existe trois Cours d'appel au Burkina Faso : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Fada N'Gourma, chacune compétente dans son ressort territorial.

COMPOSITION

DE

LA COUR D'APPEL

La Cour d'appel est composée de magistrats du siège, de magistrats du Parquet et du personnel du greffe.

1 Les magistrats du siège
Il s'agit :

- du président de la Cour d'appel ordinairement appelé Premier Président
- du vice-président,
- des présidents de chambres,
- des conseillers.

2 Les magistrats du Parquet général

- Il s'agit :
- du Procureur général,
 - d'un ou de plusieurs avocats généraux,
 - d'un ou plusieurs substituts généraux.

3 Le personnel du greffe

Il s'agit :

- du greffier en chef, Chef de greffe
- de greffiers en chef,
- de greffiers
- de secrétaires de greffe et Parquet.

ORGANISATION DE LA COUR D'APPEL

Elle comprend six chambres ou formation de jugement :

- une chambre civile,
 - une chambre commerciale,
 - une chambre sociale,
 - une chambre correctionnelle,
 - une chambre d'accusation,
 - une chambre criminelle.
- Chaque chambre comprend un président, deux conseillers et un greffier.

1- La chambre civile

La suite à la page 15.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14.

Elle est compétente dans les matières ci-après :

- l'état des personnes : mariage, divorce, séparation de corps, filiation, adoption, l'absence et la disparition, contestations sur la nationalité ;
- la rectification des actes de l'état civil ;
- les régimes matrimoniaux ;
- les successions ;
- les réclamations civiles - les actions en matière immobilière ;
- les actions en matière de droit d'auteur et de propriété industrielle (brevet d'invention, marque de fabrique, appellation d'origine) ;
- les actions intentées par ou contre les officiers ministériels en règlement de leurs frais ;

Pour les jugements rendus par les TGI, le délai d'appel est de deux mois et d'un (1) mois pour les jugements rendus par les tribunaux d'instance.

2- La chambre commerciale

Elle connaît des matières ci-dessous :

- les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre établissements de crédit ou entre commerçants et établissements de crédit et dont le taux évalué en argent est supérieur à la somme de un million (1.000.000) de francs CFA ;
- les contestations relatives aux sociétés commerciales ;
- les contestations relatives aux actes et effets de commerce entre toutes personnes ;
- les procédures collectives d'apurement du passif ;
- les contestations entre associés pour raison d'une société de

commerce ou d'un groupement d'intérêt économique.

Pour les jugements, le délai d'appel est de deux (2) mois.

3- La chambre sociale

Elle est compétente dans les matières suivantes :

- les litiges nés de l'application du régime de sécurité sociale ;
- les différends individuels relatifs à l'application des conventions collectives de travail et aux arrêtés en tenant lieu ;
- les différends nés entre travailleurs à l'occasion du contrat de travail ainsi qu'aux actions directes des travailleurs contre l'entrepreneur ;
- les différends nés entre travailleurs et employeurs à l'occasion du travail ;
- les différends nés entre les institutions de prévoyance sociale et leurs assujettis ;
- les actions récursoires des entrepreneurs contre les sous-traitants.

Pour les jugements, le délai d'appel est de quinze (15) jours.

4- La chambre correctionnelle

Elle est compétente dans les matières qui suivent :

- les jugements rendus en matière de simple police (contraventions) ;
- les jugements rendus en matière correctionnelle ;
- les jugements rendus en matière d'actes de grand banditisme.

Pour les jugements le délai d'appel est de quinze (15) jours.

5- La chambre d'accusation

La chambre d'accusation de la Cour d'appel est :

- juge d'instruction de second degré ;
- juge des appels formés contre les ordonnances du juge d'instruction ;
- une juridiction disciplinaire à l'égard des membres de la police judiciaire ;
- compétente en matière d'extradition et de réhabilitation.

6- La chambre criminelle

La chambre criminelle de la Cour d'appel est juge en premier et dernier ressort des affaires criminelles impliquant des majeurs.

CONSÉQUENCES DE L'APPEL

- La Cour d'appel peut rendre soit un arrêt de confirmation, soit un arrêt d'infirmité en tout ou partie de la décision attaquée

- L'arrêt de confirmation donne tort à l'appelant et raison à l'intimé

- L'arrêt d'infirmité donne raison à l'appelant et tort à l'intimé

- Dans l'un ou l'autre cas le pourvoi devant la Cour de cassation est ouvert à chaque partie

VOIE DE RECOURS

- En matière pénale, le délai de pourvoi est de 5 jours

- En matière civile, commerciale et sociale, le délai de pourvoi est de 2 mois

Sources : MJDHPC



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: UN RESPONSABLE DE PROGRAMME SANTE MENTALE ET PRATIQUE DE SOINS (H/F) – RCA

Description

Nous recherchons :

Un Responsable de programme Santé Mentale et Pratique de Soins (H/F)

Contexte : RCA – Bossangoa

Les règles de sécurité à suivre sont strictes (risque de braquage principalement), mais l'environnement est en voie de stabilisation. L'équipe à manager est composée de 4 personnes.

Durée du contrat : 6 mois avec prise de poste au 1er Avril 2017

Le rôle : Sous la supervision du Coordinateur Terrain, le responsable de programme en Santé Mentale et Pratique de Soins (SMPS) aura pour mission d'identifier et mettre en œuvre les interventions SMPS de qualité, pertinentes et innovantes dans le respect de la stratégie, des standards ACF et internationaux et des politiques nationales.

Plus précisément vos missions seront:

Alimenter la réflexion sur la stratégie et les positionnements du département SMPS

Identifier les besoins et contribuer à la formulation des projets

Assurer la mise en œuvre, le suivi et reporting de projets SMPS

Contribuer aux processus Qualité et Redevabilité et à la mesure d'impact de son programme

Participer à la coordination, à la représentation et aux partenariats ACF dans sa zone d'intervention

Encadrer et manager ses équipes

Contribuer à la capitalisation et le développement technique au sein de son secteur

Garantir et assurer la confidentialité des données recueillies lors des activités SMPS de la mission

Le candidat :

Diplômé(e) de psychologie clinique de niveau master, vous justifiez d'une expérience d'au moins 1 an sur un poste similaire, et notamment dans des contextes d'urgence. Vous êtes reconnu(e) pour vos capacités de gestion de projet et d'encadrement. Psychologue clinicien, vous avez des connaissances en psychologie transculturelle, psychologie humanitaire, et psychologie du développement de l'enfant. Vous vous êtes déjà exercé aux consultations/entretiens et animation de groupes de discussion.

Sens de la confidentialité, bonne communication, bonnes relations interpersonnelles, maturité, demandés.

Maîtrise des outils informatiques et maîtrise du français à l'oral et à l'écrit obligatoires.

Conditions :

Salarié – Rémunération de 1600 à 1975€ bruts mensuels

UNE ALLOCATION SPÉCIALE RARETÉ SUPPLEMENTAIRE EST ATTRIBUÉE PAR ACF POUR CE POSTE

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Pour postuler, cliquez ici :

<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2205/Un-Responsable-Programme-Sant-Mentale-et-Pratiques-de-Soins/>

Ville B a n g u i

Langues parlées

Fonctions Technicienspécialiste

Activités S a n t é

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Postuler en

ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2205/Un-Responsable-Programme-Sant-Mentale-et-Pratiques-de-Soins/>

Date de fin de validité 24/03/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: A SANTÉ MENTALE ET SOINS PRATIQUES PROGRAM MANAGER - MYANMAR

Description

Nous recherchons:

A MANAGER SANTÉ MENTALE ET SOINS PRATIQUES PROGRAMME

Pays: MYANMAR - Maungdaw district équipe d'environ 50 membres personnel national, vaste zone géographique couverte, conditions de vie stables mais isolées pour expatriés.

Durée du contrat : 12 mois à partir de la date du 1er Avril 2016

La position : La santé et soins pratiques mentales (CSMP) gestionnaire programme devra mettre œuvre stratégie de pays technique ACF pour santé mentale et soins pratiques afin de maximiser impact ACF sur l'état nutritionnel des bénéficiaires admis dans le projet traitement de nutrition, prévention et détection. Plus précisément, les principales responsabilités seront:

Contribuer à définir la stratégie de la santé et les pratiques de soins mentale

Etudier et analyser les pratiques

de soins de la population et leur impact sur l'état nutritionnel des enfants, les femmes enceintes et allaitantes;

Etudier et analyser la santé mentale de la population et son influence sur les pratiques de soins;

Évaluer les besoins de la population en ce qui concerne les pratiques de santé et de soins psychiatriques et de proposer des stratégies d'intervention;

Assurez-vous que l'analyse CSMP est reliée à l'analyse globale de la région et viennent compléter les actions des autres ministères (WASH, Nutrition, FSL)

Veiller à ce que la coordination avec d'autres ONG sur la santé mentale et de soins pratiques sujets est constante, efficace et sans heurts

Contribuer à l'écriture de propositions, en collaboration avec d'autres donateurs;

Participer aux réunions de coordination et des formations inter-ONG, etc.

Définir la stratégie de campagne CSMP et de positionnement, de coordonner l'identification des besoins et la formulation de propositions de projets

Appliquer la méthodologie de mise en œuvre du projet tel que défini;

Assurer une surveillance continue et le soutien technique des équipes et des

activités CSMP au centre de nutrition et de la communauté;

visite régulièrement les centres de nutrition (de OTP et SC) dans le domaine

Sensibiliser et former le personnel de la nutrition sur les principes et les activités CSMP;

Rédiger des rapports internes mensuels ainsi que des rapports techniques pour les bailleurs de fonds;

Coopérer avec la nutrition PMS vers l'intégration maximale des activités CSMP / noix, ainsi que contribuer à l'approche globale intégrée avec WASH et FLS PMS;

Maintenir (et améliorer) un travail et un système de référence efficace avec les différents acteurs travaillant dans le domaine.

Contribuer à la conception de nouveaux projets

Exécuter une analyse du contexte continue sur les questions liées au CMPS, en collaboration avec le coordonnateur de terrain;

Identifier les besoins et les lacunes potentielles;

Proposer des activités à développer, en collaboration avec le coordonnateur adjoint de terrain et Chef du Département;

stratégie de mise en œuvre Elaborer et méthodologies pour de nouvelles activités.

Gérer l'équipe de santé mentale et de soins pratiques

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

Recruter et former les nouveaux membres de l'équipe en fonction des besoins identifiés et les procédures d'ACF

Effectuer des évaluations du personnel CSMP et élaborer des plans d'action selon les fonctions et les besoins du programme;

Veiller à une bonne communication entre les bases;

Organiser et tenir des réunions régulières de l'équipe CSMP et la coordination avec la nutrition et WASH / équipes de FLS;

Former et habiliter les équipes CSMP grâce à la formation régulière, supervisions de groupe et sur le tas des sessions de formation;

Améliorer la gestion, le reporting et les compétences techniques des députés CSMP;

Le soutien direct aux bénéficiaires en cas de besoin.

Conception, de soutien et de mise à jour des activités spécifiques dans le lien avec le positionnement CSMP-protection dans le contexte de l'intervention

Identifier les problèmes de protection rencontrés par les bénéficiaires ciblés par les activités CSMP et plaider avec les acteurs de la protection internationale pour répondre aux besoins

Sensibiliser les acteurs de la protection sur les MHPSS besoins liés à des questions de protection

Coordination avec les acteurs de la protection de fournir une assistance technique

au développement des SOP sur les aspects SMSPS

Soyez une ressource pour les acteurs nationaux et internationaux impliqués dans les plans de préparation en cas d'urgence et d'intervention pour les PFA et de santé mentale de soutien psychosocial, au niveau du district et au niveau central.

Mobiliser les acteurs de la protection de former des équipes CSMP pour fournir orientation appropriée en fonction des services disponibles

Le demandeur : Vous êtes titulaire une maîtrise en psychologie clinique, et démontrer deux expériences de terrain cliniques et humanitaires réussies dans pratiques de santé et soins mentaux. Vous avez expérience des services de VSS, vous avez travaillé tant que fournisseur de services de soutien psychosocial (non seulement de consultation clinique) et sur gestion du programme. Vous avez déjà travaillé avec populations musulmanes.

Reconnu pour vos compétences relationnelles et communicationnelles, vous avez développé des capacités de formation et de supervision de l'équipe forte. Vous êtes également bien organisé et avoir un bon sens de l'adaptabilité.

Votre anglais (oral et écrit) est couramment.

Une première expérience avec ACF serait un atout.

Les défis de la position peuvent inclure: obligation de prendre des décisions

difficiles liées au triage des bénéficiaires, la résiliation du contrat du personnel, de grande taille d'équipe résultant en possibilité limitée de supervision technique étroite.

Statut :

Salariés - Salaire mensuel brut allant de € 1600 à € 1975

dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement collectif et l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Pour postuler, s'il vous plaît visitez notre site Web:

<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2534/A-Mental-Health-and-Care-Practices-Program-Manager/>

Suivez nos offres d'emploi et rejoignez - nous sur Facebook: <https://www.facebook.com/groups/acf.jobs/>

Fonctions Coordination, de projet

Gestion de projet

Activités S a n t é

Pays Asie, Myanmar

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2534/A-Mental-Health-and-Care-Practices-Program-Manager/>

Date de fin de validité 24/03/2017



Avis de recrutement

**Poste: Chef de projet -
L'énergie et le développement
économique local (M / F)
- Afghanistan (Bamyan)**

afin de réduire la dépendance sur les combustibles de la biomasse rares.

développement économique local (soutien aux micro-entrepreneuriat et valeur du développement de la chaîne).

Description

POSITION IN THE HIERARCHY

TÂCHES PRINCIPALES

C ONTEXTE

GERES (www.geres.eu) est une ONG française travaillant dans le monde entier pour l'amélioration des conditions de vie des populations grâce à la préservation de l' environnement et l' accès équitable et durable de l' énergie. En A f g h un n i s tan , GERES travaille depuis 2002 à l' efficacité énergétique et le développement rural.

Le gestionnaire de projet (PM) travaillera sous la direction générale du Directeur Pays et la supervision directe du Coordonnateur du Programme CHP, et travaillera en coordination avec les autres équipes du GERES. Il a la responsabilité directe et de l'autorité de l'équipe Volet II qui comprend 24 membres du personnel

Le gestionnaire de projet est prévu pour mener à bien les tâches suivantes. Cette description de la tâche peut être examinée en fonction des besoins du projet et basé sur l'accord de l'employé et de son / sa responsable hiérarchique.

GERES (comme le plomb), en partenariat avec MADERA et Solidarités International, met en œuvre un € 10.000.000 C e n t r a l H i g h l a n d s Programme (CHP) , financé par l'Agence Française de Développement (AFD) pendant 3,5 ans. Il vise à l'amélioration générale du niveau de vie grâce à l' agriculture et de l' élevage, la gestion des ressources naturelles, et l' efficacité énergétique. Après une phase d'évaluation préliminaire, les activités du programme ont commencé en Mars 2014.

Le PM travaille i n collaboration avec les gestionnaires de projet des composants I, III, IV, étant membre du comité opérationnel de programme et de partage de l' information sur une base régulière, mais n'a pas de liens hiérarchiques à leur égard. Il / elle travaille également en collaboration avec le GERES Unité de soutien des services pour les comptes et la logistique de la composante II.

Activity management of Component II activities (60%):

Définit, suit, et ajuste projet de stratégie et l' action p de l a n s , en conformité avec les objectifs généraux du programme Central Highlands et en collaboration avec toutes les équipes;

Assure une bonne et régulière i m p l e m e n t a t i o n des activités du projet, en conformité avec le document de synthèse de programme, le cadre logique, et les plans d'action annuels définis;

Effectue régulièrement Fiel d vi s i t s pour vérifier la qualité de la mise en œuvre du projet;

Trains a n d b u i l d de la capacité de l'équipe de projet dans la gestion de projet;

Gère projet r e p o r t i n g , pour les agences en ligne, des donateurs et des partenaires;

Met en œuvre et supervise mon i t o u e n g e t e v a l u a t i o n des activités du projet, en collaboration avec l'Unité de Programme M & E;

MISSION ET OBJECTIFS

Le PM est chargé du volet II du programme: «Énergie effi cacité i n h o u s i n g ». Objectif de cette position est de gérer en douceur les activités relevant du volet II, en ligne avec les résultats attendus du programme et en cohérence avec les 3 autres composants, ainsi que de fournir une expertise spécifique sur le

C o m p o n e n t II du programme, mis en œuvre par le GERES, vise l'amélioration de la résilience de l' énergie et les conditions de vie des ménages ruraux, à travers le développement et la diffusion de solutions d' économie d'énergie (ESS) dans la maison de chauffage et de cuisson

La suite à la page 20.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19.

Coordination et soutien à des consultants et des études prévues dans le volet II: soutien et de conseil en écriture Termes de référence; la fourniture de données et de l'information pour la préparation des missions sur le terrain; facilitation de la mission sur le terrain; signaler la correction d'épreuves et d'échanges supplémentaires avec les consultants;

Spécifique expertise in local economic development (10%):

Conception et met en œuvre des outils pour economic et financial analyse et follow-up des micro-entreprises (artisans et commerçants);

Elaboration de business plans pour les micro-entreprises;

Analyses les potentialités en termes de solutions d'économie d'énergie valeur chaîne et définit un marketing de la stratégie ;

Coordonne valeur chaîne de les PARTIES PRENANTES et organise des événements de change;

Support externe expertise dans les affaires et le marketing, et met à jour les plans d'activités, y compris des recommandations fournies;

Organise et met en œuvre la formation plans dans les affaires et le marketing pour les agents de terrain;

Continu de renforcement des capacités de l'équipe dans les affaires et le marketing;

En coordination avec le personnel national et des experts externes possibles, prépare l'entreprise et le marketing de formation curriculum pour les microentreprises.

Support management of Consortium II (10%) :

Gère human resources bureaux sous composante II: écriture / mise à jour des descriptions de postes, le recrutement, l'évaluation et la gestion des ressources humaines par jour (feuilles, etc.), conformément à la réglementation GERES personnel et les procédures du consortium;

Participe à budget management : suivi et les prévisions, l'information financière, conformément aux GERES et procédures du consortium, et les exigences des bailleurs de fonds;

Fonctionne avec des services de soutien pour logistics liés au projet (planification des mouvements, achat de matériel, etc.) en ligne avec GERES et procédures du consortium;

Assure la mise en œuvre correcte de sécurité management pour son équipe, et relaie l'information sur la situation de sécurité si nécessaire;

Participation in Programme Coordination (10%):

Comme membre of l'op

er une inter-commission, participe au Programme de coordination, en particulier aux réunions mensuelles du comité opérationnel dans la Région des Highlands Central;

Organise et / ou participe à transversales activités, telles que des sessions communes de formation pour le personnel, les interventions conjointes, les événements de programme, etc.;

Assure une bonne informations de handling with Consortium IV équipe sur les activités du projet et des relations extérieures.

Participation in GERES activities (10%):

Echanges et work de la with GERES Afghanistan Coordination équipe pour assurer le bon relais d'approche et les activités GERES au niveau du terrain et dans l'équipe;

Participe à la rédaction de GERES rapports annuels d'activité et d'autres communications documents or events ;

Aider le PC avec des contributions techniques à la rédaction et la collation des informations nécessaires à la formulation d'une nouvelle cogénération et d'autres nouveaux programmes

Participe à la mise en réseau, la collecte de fonds et la rédaction de propositions

Participe et réalise d'autres

La suite à la page 21.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

responsabilités confiées par le coordonnateur du programme et Directeur Pays

Ville
Afghanistan - Bamyan

Expériences / Formation du candidat

EXIGENCES

Education: Diplôme universitaire en sciences sociales, gestion des affaires, de l'énergie, l'environnement ou autre domaine pertinent;

Expérience: Au moins 3 ans d'expérience en gestion de projet, de préférence dans le développement rural et dans les pays en développement, avec une expérience dans le développement économique local;

Souhaitable: Connaissance de l'énergie rurale, l'habitat rural et les questions environnementales

IT skills : Maîtrise de l'Office et Internet; l'analyse statistique et SIG un atout;

Langues parlées

LANGUES: Courant Anglais, Français un atout, le persan (dari) apprécié;

Qualité du candidat

Autres compétences: Très bonnes compétences et la capacité à travailler sous pression interpersonnelles; confortable pour vivre et travailler dans un environnement rural et dans un

pays avec une situation de conflit.

Fonctions **Coordination,**
Gestion **de projet**

Activités **Agriculture,**
Environnement, **Formation,**
Animation, **Informatique,**
Education, **Communication**

Pays **Afghanistan**
Asie,

Contrat **CDD**

Durée du contrat

9 mois, renouvelable

Salaire / Indemnité

CONDITIONS

Français contrat à durée déterminée (CDDU) de 6 mois, renouvelable

Salaire basé sur le profil, l'expérience et le GERES grille salariale

Allocation de sécurité: 700 € bruts / mois (au prorata du temps passé en Afghanistan);

Position basée dans la province de Bamyan, avec déplacements occasionnels à Kaboul;

Hébergement en GERES guesthouse avec une allocation mensuelle de subsistance de USD 330 (au prorata du temps passé en Afghanistan);

Un retour des billets entre l'Afghanistan et le pays d'origine est financé sur le dessus du billet pour aller et revenir à la mission.

Deux pause intermédiaire

dans la sous-région sont financés avec un billet d'avion au couvert à 400 € par séjour.

26 jours de congés payés par an + 10 jours de R & R (5 jours supplémentaires de congé par pause intermédiaire pour les deux temps de pause)

Couvert et géré par l'employeur: visas et permis de travail coûts afghans; les coûts de santé, retraite et chômage assurances (en partie); assurance rapatriement.

Documents à envoyer

APPLIQUER

vous inscrire candidature (CV + LM, à la fois plus de 3 pages chacun) sur la page Web suivante:

<http://job.geres.eu/?action=ref&id=26>

Ou visitez notre site Web www.geres.eu, dans la page A propos de nous / Recrutement, sélectionnez le «gestionnaire de l'énergie et du projet de développement économique local»

Postuler en ligne

<http://job.geres.eu/?action=ref&id=26>

Date de fin de validité **26/03/2017**

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAQ/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjuman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Brenard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 80

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

04/03/2017 AU 11/03/2017 Groupe IV

1200 logement	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethania	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	25 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO